DÉGRYPTAGE

Budget, Gouvernement, Président, Parlement: Tout Bloquer est vital!



LA GUERRE SOCIALE

Luttes, mobilisations et grèves en France

NTERNATIONALISME

80° anniversaire de la Fédération Syndicale Mondiale à Paris!

SOULÈVEMENTS

Italie, Népal, Madagascar, Maroc, Indonésie...





Un nouveau cycle de guerre de classes s'est ouvert en septembre et octobre avec la jonction dans les faits de centaines de milliers de travailleurs, notamment par la grève les 10 et 18 septembre, et le 2 octobre dernier. Le Gouvernement entend toujours faire passer son projet de budget austéritaire avec le soutien du Parti Socialiste. Et de certaines confédérations syndicales?

Le Pouvoir le plus faible de la 5e république est en sursis. La promesse d'un misérable et simple décalage - autour duquel règne la confusion - de l'application de la réforme des retraites aura suffi au Premier ministre pour échapper à la censure parlementaire, obtenir le ralliement du Parti Socialiste et les salutations victorieuses de l'intersyndicale.

Le gouvernement compte piéger le PS et les "partenaires sociaux" en "obligeant" ces derniers à avaliser, de fait, son projet monstrueux de budget 2026 en échange de cette réouverture du "dialogue social" qui promet déjà le retour de la proposition de la réforme des retraites à points.

"Avec l'abandon du 49-3, l'adoption de l'ensemble de ces mesures va reposer sur les parlementaires", a affirmé l'intersyndicale dans un communiqué scandaleux qui ne rappelle pas - à dessein - que le gouvernement entend faire

adopter son projet de budget si besoin en force par ordonnances en cas (probable) de blocage parlementaire.

Après avoir éteint les premiers soulèvements de la contestation sociale née du souffle du mouvement #ToutBloquer, les directions syndicales confédérales prétendent redonner toute la main aux politiques et s'engagent, de fait, à laisser les luttes isolées les unes des autres, et à ne pas coordonner ou confédéraliser une riposte de haut niveau, unitaire et interprofessionnelle du monde du travail, notamment par la grève.

Pourtant, l'heure est plus que jamais à la construction d'un véritable processus ascendant de luttes et de grèves. La colère est là, palpable et présente dans tous les secteurs économiques. La tentative, par une adresse aux syndicats, de la secrétaire générale de la CGT de répondre par des éléments de langage mêlant combativité verbale et inertie de la Confédération, le démontre amplement.

Désobéissons à l'appel à l'apaisement social lancé par l'intersyndicale et les directions syndicales confédérales! L'urgence sociale du moment le commande!

Pourquoi? Tout simplement parce que l'objectif premier de la petite oligarchie au pouvoir, outre se maintenir au pouvoir "quoi qu'il en coûte", est de réduire, en un an, le déficit de 30 milliards d'euros par des coupes massives dans les dépenses publique pour garantir la poursuite de la politique d'assistanat massive du secteur privé par l'argent public.

Sur le papier, l'effort proviendrait pour environ 17 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques. Dans le même temps, Sébastien Lecornu compte alléger d'un tiers la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et les aides publiques aux entreprises - + de 270 milliards d'euros par an, le tiers du budget de l'Etat, sont sanctifiées et le pillage se poursuit.

Pour ce qui concerne l'assurancemaladie et les missions non régaliennes de l'État, le projet de budget Lecornu pour 2026 est aussi austère que celui proposé en juillet par François Bayrou. Dans la même continuité, le Pouvoir favorise une nouvelle fois les riches et les grandes entreprises.

5 mesures urgentes et immédiates:

- 1. Fermer la Bourse, saisir les Banques, annuler la dette
- 2. Abroger toutes les lois antisociales et sécuritaires
- 3. + 300 euros pour tous et toutes
- 4. Interdire les licenciements sous peine d'expropriation
- 5. Retraite à 60 ans, 55 ans pour les métiers pénibles.

Les mêmes causes doivent produire les mêmes effets : la réponse à ce projet de budget doit être collective et offensive, à l'image des appels à bloquer le pays les 10 et 18 septembre et qui ont fait tomber directement et indirectement deux gouvernements en l'espace d'un mois.

L'abrogation de cette réforme injuste et illégitime et le retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans (à taux plein) sont les seules réelles perspectives.

Nous ne pouvons, sous aucun prétexte, nous contenter d'une simple date de mobilisation, isolée et symbolique, par exemple pour soit disant "peser" sur le débat parlementaire le jour de l'examen du budget ou du vote de ce dernier par l'Assemblée nationale.

L'apparente stabilité du gouvernement Lecornu est un leurre : le Roi est nu, la France est en crise du régime. Pour débloquer la situation, tout bloquer, notamment par la grève, devient vital.

Prenons collectivement nos responsabilités! Le souffle de la mobilisation sociale #OnBloqueTout a donné un élan et une perspective à la colère qui cherche partout à s'exprimer.

Soyons à la hauteur! Impulsons partout la contestation à ce régime politique et à cet ordre social capitaliste, notamment par la grève pour paralyser le pays et diriger nous mêmes la mobilisation, prendre conscience de notre force collective immense, élever les consciences, bloquer l'économie et gagner sur l'ensemble de nos revendications!

Travailleurs et travailleuses, pour ne pas déléguer notre avenir commun à des "professionnels de la politique", prenons tous et toutes nos destins en main!

UNITE GGT AGGUSE...

Dans un long article publié le 6 octobre, notre collectif est revenu sur l'attitude et la stratégie de l'intersyndicale et des directions syndicales confédérales en septembre et octobre.

En voici un extrait :

Le reflux de la mobilisation le 2 octobre, après la pantalonnade du fameux "ultimatum" et les deux semaines de latence entre le 18 septembre et du 2 octobre était largement prévisible. Pire, elle était voulue. Et maintenant, voilà que l'intersyndicale et ces directions syndicales confédérales prétendent, comme le patronat ou le gouvernement, siffler la fin du mouvement #OnBloqueTout: mais pour qui se prennent-ils?

📌 En conséquence :

- > UnitéCGT accuse les directions syndicales confédérales et l'intersyndicale d'avoir tenté, dès l'éclosion du mot d'ordre #ToutBloquer, de saborder tout mouvement qui dépasserait le cadre étroit de la mobilisation "acceptable".
- > Nous accusons les directions syndicales confédérales et l'intersyndicale d'avoir sciemment torpillé une mobilisation qui leur échappait en "reprenant la main" pour mieux tuer la dynamique. Avec, à la clef, sur le fond des revendications minimales et inconséquentes, et sur la forme, un mépris inacceptable contre les travailleurs mobilisés, avec ou sans les syndicats.
- > UnitéCGT accuse les directions syndicales confédérales et l'intersyndicale d'être incapables de se "réinventer", de penser la mobilisation différemment après l'échec lamentable de la stratégie de l'intersyndicale contre la réforme des retraites.
- > Nous accusons les directions syndicales confédérales et l'intersyndicale d'avoir voulu protéger les gouvernements des Premiers ministres Bayrou puis Lecornu, ainsi que le président de la République.
- > UnitéCGT accuse les directions syndicales confédérales et l'intersyndicale d'avoir choisi la "stabilité institutionnelle" plutôt qu'une mobilisation radicale porteuse d'espoir.
- > Nous accusons les directions syndicales confédérales et l'intersyndicale de ne pas faire confiance à l'intelligence collective ouvrière.
- > UnitéCGT accuse les directions syndicales confédérales et l'intersyndicale de jouer à la confusion et de mentir sur la réalité de la mobilisation, dans un moment trumpien incompréhensible. Ca suffit! Dites la vérité aux travailleurs et aux travailleuses!

Lire la suite sur

unitecgt.fr



LA GUERRE SOCIALE EN FRANCE



La lutte continue à Sanofi

En lutte et en grève face au plan de cession / licenciements de l'usine Sanofi de Maison-Alfort, dans le Val-de-Marne qui menace plus de 452 emplois, les salariés font aussi face à la violence patronale du groupe pharmaceutique.

La direction envisage notamment des sanctions disciplinaires à l'encontre de syndicalistes.

#OnBloqueTout!

Le <mark>mouvem</mark>ent global, collectif et acéphale #OnBloqueTout a profondément modifié la séquence «traditionnelle» de rentrée. Avec trois grèves nationales interprofessionnelles, des centaines de milliers de grévistes et deux millions de manifestants, le souffle social déclenché en réaction au projet de budget proposé le 15 juillet par François Bayrou, aura eu raison de deux gouvernements.

Si l'intersyndicale a tenté d'éteindre la contestation sociale qui, du fait de sa propre léthargie, pouvait lui échapper, la brèche existe désormais: les travailleurs déterminés à lutter peuvent déborder les instances du « dialogue social » pour exprimer directement la colère sociale qui partout dans le pays n'attend qu'une chose : se faire entendre.

Contre le budget Lecornu, nous avons tous et toutes besoin de #ToutBloquer!

Grève reconductible dans l'énergie

En grève reconductible massive et offensive pour les salaires et de justes prix de l'énergie depuis le 2 septembre, à l'appel de la FNME-CGT, les agents des industries électriques et gazière envoient un puissant signal de combativité et de détermination à l'ensemble des travailleurs et travailleuses.

Journée de colères et d'actions pour les travailleurs du Commerce

Ce jeudi 16 octobre, la fédération CGT Commerce et services a mené plusieurs actions dans des enseignes partout en France: Auchan Louvroil, Auchan Pérols, Auchan Illkirch, Métro Évry, Carrefour Montélimar, Match Lomme, et Auchan La Défense.

Les travailleurs, dans le Commerce comme ailleurs, exigent l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires, et l'arrêt des licenciements abusifs

Grève pour le 100% Sécu Le 9 octobre dernier a été une journée nationale de grèves, à l'appel notamment des fédérations CGT de la Santé, des Organismes Sociaux, des Industries chimiques, pour la défense de l'hôpital public et des professionnels et du droit à se soigner. A l'heure des 80 ans de la Sécurité sociale imposée à la Libération antifasciste en 1945,

poursuivons partout la lutte pour le 100%

Arrachons la Santé et l'Industrie des griffes

Sécu, de la naissance à la fin de vie !

besoins!

du marché et imposons la réponse aux

80^e anniversaire de la fondation de la Fédération Syndicale Mondiale

Il y a 80 années, la Fédération Syndicale Mondiale était fondée lors de son Congrès fondateur à Paris, le 3 octobre 1945, au sortir de la guerre antifasciste.

Depuis 80 ans, la FSM affronte résolument tous les ennemis de la classe ouvrière internationale. Aujourd'hui, l'Internationale syndicale rouge compte plus de 110 millions d'affiliés à travers le monde.

- >>> 80 années de luttes de classes
- >>> 80 années de luttes anticoloniales, anti-impérialistes
- >>> 80 années de luttes antifascistes, antiracistes
- >>> 80 années de luttes pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes
- >>> 80 années de luttes pour l'unité de la classe ouvrière
- >>> 80 années de luttes contre les opportunistes et les collaborateurs de classe liés aux institutions, au patronat et à l'impérialisme, notamment les directions de la CSI et la CES, complices du génocide en Palestine.
- >>> 80 années de luttes acharnées pour un syndicalisme international de classe, de masse, démocratique, internationaliste et unitaire.

En France, l'affiliation des syndicats à la FSM se poursuit, inlassablement, grâce au travail militant et quotidien de milliers de syndicalistes CGT. Poursuivons nos efforts!

Retour en images du 3 octobre, date anniversaire de la fondation, il y a 80 ans de la FSM, et grande journée internationaliste au cœur de Paris! Les initiatives militantes ont fait rayonné notre syndicalisme internationaliste!

Manifestation de plusieurs centaines de syndicalistes, dont des délégations internationales en provenance de dizaines de pays

Meeting à la Bourse du Travail de Paris, lieu emblématique du syndicalisme ouvrier, suivi d'une soirée fraternelle au patio de la CGT, à Montreuil.



















SOULEVEMENTS

En septembre et octobre 2025, des soulèvements sociaux contre la corruption, les inégalités, les pénuries embrasent plusieurs pays à travers le monde, notamment le Népal, Madagascar, le Maroc et l'Indonésie.

En Indonésie (1), les manifestations et mobilisations se succèdent depuis plusieurs mois contre les coupes budgétaires et les privilèges parlementaires. Plus de 10 morts et 3 000 interpellés sont à déplorer, victimes d'un Etat sécuritaire qui tente aussi d'acheter la paix sociale par des mesures symboliques.

Ces soulèvements, nés sur les réseaux, réinventent une forme de révolte décentralisée et coordonnée et qui permet de contourner en partie la surveillance de masse, l'interdiction des organisations communistes et la répression.

À Madagascar (2), "Gen Z Madagascar" proteste contre les coupures d'eau-électricité et la pauvreté (75 % de la population sous le seuil). La répression fait 22 morts, le président a fui tandis que les militaires s'accaparent le pouvoir.

Au Népal (3), la répression sanglante contre les mobilisations des étudiants qui dénoncent le népotisme et la censure se solde par la conquête et l'incendie du Parlement par les manifestants, puis la chute du gouvernement et des principaux notables.

Au Maroc (4), "GenZ 212" exige des réformes dans la santé, l'éducation, l'emploi (chômage à 20 %). La répression a fait plusieurs morts et on compte plus de 400 arrestations tandis que le pouvoir tente de gager du temps pour reprendre la main sur la contestation.









